

09.05.2018

Une baisse des subventions agricoles impose un cadre pour garantir des prix rémunérateurs

L'UE est-elle suffisamment progressiste pour engager véritablement la stabilisation du revenu des agriculteurs ?

(Bruxelles, 09/05/2018) Selon une proposition du commissaire européen au Budget, Günther Oettinger, le budget de l'agriculture doit être réduit de 5 %. Les économies prévues dans le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 ont été présentées la semaine dernière à Bruxelles.

Adieu les subventions – vers des prix équitables pour le lait ?

Une réduction des fonds agricoles n'a de sens que si, dans le même temps, il est possible d'atteindre des prix couvrant les coûts. Sinon, la situation des producteurs de lait européens ne fera que s'aggraver. Surtout dans un contexte où ceux-ci ne font que se traîner d'une crise à une autre.

Erwin Schöpges, le président de l'European Milk Board (EMB), n'est pas a priori opposé à une réduction de la dépendance des producteurs aux subventions : « Nous, les producteurs de lait, ne demandons pas mieux que de tirer nos revenus de la vente de notre lait. Encore faudrait-il pour cela que les prix suffisent à couvrir les coûts, c'est-à-dire que notre lait ne doit pas se vendre à un prix inférieur aux coûts de production comme c'est le cas actuellement. » Pour lui, si la politique communautaire prévoit de réduire les subventions, il est d'autant plus urgent de créer les conditions nécessaires pour que les prix couvrent les coûts.

Jusqu'ici, l'écart entre les prix et les coûts était atténué par les versements directs

D'après les prévisions de l'UE, les versements directs aux agriculteurs européens devraient être réduits de 4 % à partir de 2021. En Allemagne, par exemple, le coût de production total avant déduction des aides était de 44,48 centimes/kg de lait en janvier 2018. Les producteurs ne se sont toutefois vus verser que 36,75 centimes/kg. Les versements directs de 2,69 centimes/kg de lait ont permis d'amortir légèrement le déficit de 7,73 centimes/kg [typo3/#_ftn1](#).

Les collègues français sont dans une situation semblable. Le [coût de production](#) total avant déduction des aides était de 49,25 centimes/kg de lait en janvier 2017. Les producteurs ont reçu un prix de 34,42 centimes. Ce déficit important, de près de 15 centimes/kg de lait, était jusqu'ici légèrement tempéré par 4,11 centimes/kg d'aides directes de l'UE. [typo3/#_ftn2](#)

Si ces versements directs sont réduits à l'avenir, sans qu'on ait mis en place sur le marché un cadre garantissant des prix couvrant les coûts, les revenus des producteurs de lait ne feront qu'empirer.

Un cadre pour un revenu stable des producteurs

L'European Milk Board exige la mise en place d'un cadre légal permettant de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande, et donc d'obtenir des prix stables et suffisants pour couvrir les coûts. Le [Programme de responsabilisation face au marché](#) de l'EMB prévoit, par exemple, une renonciation volontaire aux livraisons en cas de déséquilibre du marché afin de s'opposer à la chute des prix entraînée par la surproduction.

Sieta van Keimpema, productrice de lait aux Pays-Bas et vice-présidente de l'EMB, déclare encore : « J'apprécie beaucoup que la Commission européenne formule actuellement des propositions législatives pour lutter contre les pratiques déloyales dans la chaîne d'approvisionnement, et donc au niveau microéconomique. Toutefois, nous avons besoin en premier lieu, au niveau macroéconomique, d'un prix du lait qui couvre les coûts de production. La politique agricole commune a besoin de propositions progressistes et d'un cadre efficace ! »

Contacts:

Erwin Schöppges – président de l'EMB (FR, DE, NL) : +32 (0)497 904 547
Sieta van Keimpema – vice-présidente de l'EMB (NL, EN, DE) : +31 (0)612 16 80 00
Silvia Däberitz – directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2808 1936

[<<< back](#)